

7 juillet 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse commun de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Luiz Inacio Lula Da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, notamment sur les relations franco-brésiliennes, à Paris le 7 juillet 2009.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais souhaiter la bienvenue au Président LULA, lui dire combien c'est un plaisir de travailler avec lui, main dans la main, dans la suite du partenariat stratégique que nous avons défini ensemble. J'avais eu le plaisir de déjeuner avec lui le 15 juin à Genève, je l'avais fait également le 1er avril, à Paris. Je serai dans moins de deux mois au Brésil pour la fête nationale brésilienne, ce qui est un grand honneur.

Avec le Président LULA, nous avons la même analyse de la situation du monde. Après la crise, rien ne pourra plus être comme avant. Dans les réunions de l'Aquila nous voulons, Brésil et France, porter le même discours, le discours du changement. Nous demandons le changement dans la gouvernance mondiale pour qu'il y ait plus de justice et plus d'équilibre dans le partage des responsabilités du monde. Nous demandons le changement dans la croissance mondiale pour que la lutte contre le réchauffement climatique devienne une obligation. Nous nous sommes mis d'accord sur l'objectif de la réduction de deux degrés de l'augmentation de la température. Nous voulons travailler ensemble. Nous avons signé un texte, ce matin, dans la presse, le Président LULA et moi-même. Notre analyse est la même. Durant notre séjour à l'Aquila, nous allons essayer de convaincre nos partenaires et nos amis, notamment le Président OBAMA que nous verrons ensemble, de la nécessité en quelque sorte de profiter de l'opportunité de la crise qui cause tellement de souffrance, pour faire les changements dont on a besoin.

Mais notre coopération va aller beaucoup plus loin. Nous voulons travailler ensemble en Afrique, le Brésil et la France, investir ensemble, former ensemble les Africains, nous battre ensemble aux côtés de l'Afrique pour le développement. Nous allons coopérer en Amazonie pour assurer la biodiversité et le développement durable, nous mettrons en place un centre de la biodiversité brésilien et français. Je voudrais donner des nouvelles du pont sur l'Oyapock, ce pont dont on a tant parlé et qui a si peu avancé, il sera inauguré, enfin, la fin des travaux, octobre 2010. Enfin, on a remis les choses et croyez bien que pour nous deux c'est extrêmement important.

Dans le cadre de ma future visite, on a fait le point sur tous les dossiers coopération et stratégique et militaire, on a parlé des avions, des hélicoptères, des sous-marins. On a déjà signé beaucoup de choses, on en signera d'autres. J'ai proposé au Brésil que nous développions une véritable aviation militaire ensemble avec des transferts de technologie. Ma conviction est que le Brésil est un géant et la France veut travailler avec ce géant. J'ai également dit au Président LULA combien nous sommes prêts à ouvrir notre centre spatial de Kourou, en Guyane française, pour y faire une place aux ingénieurs brésiliens, aux scientifiques brésiliens. On a vraiment mis en place quelque chose qui va se développer et qui montre une parfaite identité de vue.

En descendant l'escalier, le Président LULA m'a dit : « sur le travail du dimanche, tu sais qu'au Brésil, dans les villes, les villes touristiques, on peut travailler le dimanche, parce que la question des touristes c'est exactement ce que l'on fait ». Je ne pensais pas avoir le soutien du Président LULA sur cette question, mais je l'accepte bien volontiers.

Voilà, je voulais terminer en disant que nous sommes bien sûr différents, nos pays sont différents, mais je n'ai pas changé d'un centimètre depuis cette visite au Brésil que j'avais tellement appréciée. La France veut travailler avec le Brésil main dans la main. On a d'autres alliés, on a d'autres amis. Je parlais hier à Gordon BROWN qui apprécie beaucoup le Président LULA. Il va nous aider, bien sûr, Angela MERKEL. Au fond, qu'est-ce qu'on essaie de faire ? Mettre une force internationale au service du changement, composée de gens différents qui font la même analyse. Après la crise, rien ne doit plus être comme avant la crise. Voilà la base de notre analyse, de notre entente.

Je voudrais, en terminant, remercier à nouveau l'armée et les autorités brésiliennes pour le travail fantastique qu'ils ont fait dans le cadre de la catastrophe de l'avion et leur dire combien on a apprécié de travailler avec eux. On a encore un bateau et un sous-marin qui restent sur place. Tout cela est extrêmement difficile. Dès ce soir, le secrétaire d'Etat de Bernard KOUCHNER, M. JOYANDET se rend à Dakar pour voir comment, avec nos amis sénégalais, on peut éviter ces espèces de trous noirs dans les communications entre Recife, quand on traverse l'Atlantique, il y a un endroit, il y a un moment où on quitte Dakar, on n'est pas encore à Récif et où il y a un trou noir, ce n'est pas normal. On envoie des techniciens et on va voir avec les spécialistes brésiliens, les spécialistes français et bien sûr les spécialistes sénégalais comment faire en sorte qu'il n'y ait plus ce trou noir.

Vous voyez comme toujours quand on rencontre le Président LULA, on a beaucoup de sujets de discussion et puis on trouve toujours un accord. Merci de ton amitié et de cette communauté de vues.

M. LUIS INACIO LULA DA SILVA - D'abord, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec le Président SARKOZY et l'on s'est transmis réciproquement la solidarité parce qu'il m'a transmis sa solidarité pour les Brésiliens qui étaient décédés et moi aussi pour les Français décédés mais plus de vingt nationalités différentes parmi les victimes de cet accident. J'ai dit au Président SARKOZY que lorsque je me rends en Europe, j'emprunte la même route que cet avion avait emprunté et il est bien vrai que, une fois sorti de l'espace aérien contrôlé par Recife, nous avons un espace où nous ne réussissons à communiquer avec personne.

La semaine dernière, quand nous revenions de la réunion Libye, j'ai pu constater personnellement qu'il y avait un vide et je suis très heureux que le gouvernement français soit déjà en train de prendre des mesures telles qu'aller à Dakar et voir ce que l'on peut faire pour améliorer ce système de contrôle. Je suis certain que ce n'est pas à cause de cela que l'avion est tombé, on ne sait pas encore les causes. C'est un grand malheur et j'espère qu'au moins trois siècles s'écoulent au minimum avant d'être à nouveau confronté à un accident comme cela. En deuxième lieu, je voudrais vous dire que les rapports entre la France et le Brésil qui traditionnellement sont des rapports très harmonieux et très productifs et qu'ils deviennent à chaque fois plus harmonieux et plus efficace et à chaque fois le gouvernement brésilien, le gouvernement français sont convaincus qu'il faut travailler ensemble sur beaucoup de sujets qui inquiètent l'humanité.

Sur la crise économique, nous avons beaucoup de points de vue communs. Nous avons agi très fortement au sein du G20 à Londres. Sans doute demain allons-nous agir ensemble avec une parfaite identité de vues et ceci est tout à fait bien illustré dans l'article du journal qui a été publié en France et au Brésil. Et comme cela, nous construisons une dynamique pour que le débat sur la crise économique ne soit pas oublié. Ceux qui souhaitent que la crise se résolve par elle-même pour que tout redevienne comme avant, nous souhaitons que le système financier soit définitivement surveillé, que nous puissions avoir un suivi, nous souhaitons que les paradis fiscaux n'existent plus parce que cela ne fait aucun sens. L'économie doit être ouverte et dynamique. Nous pensons que nous allons construire ensemble avec d'autres pays une logique pour qu'au sein du G20, nous puissions suivre le fonctionnement adéquat des institutions pour faire face à la crise économique. Nous savons que lors d'une crise économique d'une telle portée, ceux qui souffrent le plus, ce sont justement les pays les plus pauvres, surtout ceux qui ne possèdent pas un réseau de protection sociale de la part de l'Etat, ce sont justement les pays qui n'offrent pas

un réseau de protection sociale pour leur peuple.

Nous sommes tout à fait d'accord aussi quant au besoin de raffermir les rapports France-Brésil en ce qui concerne l'industrie de la défense. Vous savez tous quels sont les intérêts du Brésil, les entretiens que nous avons eus avec le gouvernement français, les visites de notre ministre de la Défense, Nelson JOBIM, ici à Paris, il reviendra ici du 10 au 14 juillet. Nous espérons pouvoir conclure certains accords lors de la visite du Président SARKOZY le 7 septembre prochain comme invité spécial pour fêter le jour de l'indépendance du Brésil.

Je souhaite remercier le Président SARKOZY pour l'affection et l'amitié qu'il me manifeste chaque fois que je viens ici. Je peux vous assurer que l'année de la France au Brésil marche très bien. Je pense que chaque fois plus je constate que les rapports privilégiés entre la France et le Brésil sont chaque fois plus forts. Pourquoi les Français aiment tellement le Brésil ? Pourquoi les Brésiliens aiment tellement les Français ?

Je crois que nous pourrons faire ensemble beaucoup de choses, un immense champ devant nous où l'on pourra travailler ensemble. Nous voulons avoir accès aux connaissances scientifiques et technologiques dans plusieurs domaines que la France possède. Nous souhaitons construire des partenariats. Nous souhaitons travailler ensemble en Afrique. Nous pensons que le XXI^e est le siècle où les pays vont devoir faire une différence. On est dans le continent africain, on est en plus à la fin de ce siècle, le continent le plus pauvre de la planète. Je suis convaincu de cela. J'ai proposé au Président SARKOZY que nos deux ministres des Affaires étrangères puissent avoir un entretien d'abord entre eux pour établir et choisir certains pays africains que nous allons privilégier, quel genre de politique et d'action nous allons entreprendre là-bas.

Nous allons nous rendre d'ici peu en Italie. Nous espérons avec nos partenaires là-bas faire quelques progrès dans notre position de changement du monde. Nous sommes tout à fait d'accord que l'ONU, il faut la réformer. Nous savons aussi que ce n'est pas quelque chose de simple, que des gens ne souhaitent pas cela, il y a des gens qui ont des soucis. Mais nous avons la pleine conviction que si l'ONU avait une représentation légitime de tous les continents, de la nouvelle géographie politique et économique du monde, probablement bien des choses auraient été résolues beaucoup plus rapidement au sein de l'ONU.

J'ai expliqué au Président SARKOZY qu'au Brésil, nous avons une loi qui permet aux travailleurs qui travaillent le dimanche, chaque ville décide cela en accord avec les syndicats locaux. Nous avons fait des accords avec les travailleurs et en fonction de cela, surtout dans des villes touristiques, je n'imagine pas une ville telle que Paris, si un Brésilien ne peut venir ici que samedi-dimanche, il prend un avion et revient le lundi, il n'aura pas pu faire des achats. C'est très important vraiment donc d'appeler les travailleurs à ce débat surtout appeler les syndicats à leur dire ceci va produire plus d'emploi. Au Brésil, ces choses ont eu lieu parce que justement les syndicats ont été d'accord. Je sais que cela n'est pas un débat facile, c'est toujours une lutte, mais comme j'ai été pendant bien longtemps syndicaliste, les choses sont peut être plus faciles pour moi dans mes entretiens.

Je souhaite remercier encore une fois le Président SARKOZY, ses ministres, pour leur amitié. D'ici peu, je vais m'entretenir avec l'homme qui vote au Comité olympique international, le délégué français vote pour choisir quelle va être la ville qui va être le siège des Jeux olympiques de 2016 et j'espère bien que les Français nous prêtent toute la solidarité parce que le Brésil a aussi toute sa solidarité envers la France.

QUESTION - Sur l'Iran, on a appris hier qu'une ressortissante française était retenue en Iran sous le coup d'accusation d'espionnage. Que compte faire la France pour essayer de la faire rentrer en France, quel message adressez-vous aux autorités iraniennes à ce sujet ? Sur l'affaire de Thibérine qui commence à prendre de l'ampleur, est-ce que vous craignez que cette affaire détériore les relations entre la France et l'Algérie ?

LE PRESIDENT - D'abord, Bernard KOUCHNER a fort bien parlé de notre compatriote à la télévision. Je le dis de la façon la plus claire et la plus simple, nous exigeons la libération de notre compatriote. Ces accusations d'espionnage sont hautement fantaisistes et n'ont pas lieu d'être. Je ne veux pas douter un seul instant qu'elle sera libérée à très bref délai. Ce ne sont pas des méthodes. Voilà

meilleures. Voilà.

Pour le reste sur la situation en Iran, j'ai eu l'occasion à maintes reprises de dire ce que j'en pensais. Bien sûr sans faire d'ingérence dans la situation iranienne, mais enfin les images que nous avons vues ont bouleversé le monde et ont bouleversé très profondément en France. S'agissant de l'affaire de Thibérine, je crois être un des rares Français à m'être rendu à Thibérine, à m'être recueilli sur la tombe de ces moines et même avoir cité le Père supérieur. Alors je vous dis une chose, je veux la vérité. Les relations entre les grands pays, elles s'établissent sur la vérité et non pas sur le mensonge. J'ai dit de la façon la plus claire que, naturellement, je lèverai le « secret défense » sur tout document que me demandera la justice. Voilà. Il n'y a pas d'autre façon de faire la vérité. Aucune autre façon. Ce sont des faits qui remontent à 1996, la justice est saisie, la justice doit avoir tous les documents et on ne peut pas dire que l'amitié entre les peuples et entre les pays peut résister au mensonge. Il faut faire la lumière, il n'y a rien à cacher. Et, en tout cas de mon point de vue, je suis vraiment déterminé à ce que la lumière soit faite. Est-ce que ma réponse a été claire ?

QUESTION - La question sera pour les deux présidents. On a l'impression que deux développements très récents, le coup d'état au Honduras et l'élection en Iran ont créé une situation d'impuissance de la communauté internationale. La France a réagi avec de très dures critiques à l'encontre du comportement de l'autorité iranienne, vous-même, hier, au côté du Premier ministre Gordon BROWN, vous avez même dit que le peuple iranien méritait mieux que ses dirigeants actuels, et peut-être qu'il y a une différence importante pour le Président LULA de certaine façon à légitimer le résultat électoral. Au Honduras, la communauté internationale, en bloc, demande le retour du Président élu mais, aussi bien en Iran qu'au Honduras, la situation continue. Qu'est-ce que la communauté internationale peut faire en plus pour résoudre ces situations puisqu'un des points que vous avez abordés, c'est justement la gouvernance globale ?

M. LUIS INACIO LULA DA SILVA - Je ne crois pas qu'il y a un désaccord entre la pensée souveraine d'un pays tel que la France et la pensée souveraine d'un pays tel que le Brésil. Regardez ce que j'ai dit sur les élections en Iran ? Il y a eu des élections, un citoyen a obtenu 62% des voix, un autre a obtenu 38% des voix. Jusqu'à présent, on n'a rien prouvé du tout s'il y a eu des actes illicites de fraude électorale. Ce que nous condamnons c'est la violence de la répression contre les gens qui manifestaient. Alors si la justice établit que les élections en Iran ont fait l'objet de fraudes, s'il y a eu du vol, alors la communauté internationale peut exiger qu'il y ait de nouvelles élections en Iran. Jusqu'à présent ce n'est pas le cas, alors ce que le Brésil respecte, c'est le résultat de chaque processus électoral dans chaque pays jusqu'à preuve du contraire. Moi j'ai déjà connu ce genre d'épisode dans d'autres pays d'Amérique du Sud où il y avait des suspicions contre A, contre B. Mais la réalité concrète c'est que l'on a rien prouvé par rapport à la fraude.

Quant au Honduras, la communauté internationale ne peut pas être une communauté interventionniste si à chaque fois qu'il y a un problème, on intervient. Je crois que par rapport au Honduras, il y a eu une décision unanime du monde entier et l'OEA a pris une décision à l'unanimité. Maintenant, il faut attendre parce qu'il y a un processus qui prend du temps jusqu'à la décision et jusqu'à la solution du problème au Honduras. Ce qui est bien clair, c'est que nous ne reconnaissons pas ceux qui se trouvent au gouvernement en Honduras. Ce sont pour nous des putschistes. Cela ne sert à rien de dire qu'ils vont convoquer des élections. Cela ne sert à rien de convoquer des élections par des gens qui ne sont pas légitimes. L'unique chose que nous acceptons, c'est le retour du Président ZELAYA à la présidence pour qu'il prenne les décisions. Nous ne pouvons plus en Amérique latine, après les expériences des années 60/70, penser qu'un coup d'état militaire va résoudre quoi que ce soit. Il n'y a pas de solution. La solution, c'est la démocratie. Le Honduras vivait sous un régime démocratique, le Président a été élu démocratiquement par le peuple. Donc je pense qu'il n'y a pas beaucoup à faire, il faut attendre que le processus arrive à son terme. Ce qui est important pour nous, c'est que l'OEA, tous les pays de l'Amérique du Sud, de l'Amérique latine y compris les Etats-Unis, ont pris la même attitude par rapport au Honduras. C'est un fait tout à fait inédit dans l'histoire de notre continent.

LE PRESIDENT - Nous partageons la même analyse sur le Honduras. Bernard KOUCHNER l'avait

d'ailleurs dit.

Sur l'Iran, je voudrais rappeler, comme le Président LULA, que les premiers à contester les résultats des élections en Iran, ce sont les Iraniens eux-mêmes. Ce n'est pas une intervention de la France ou du Brésil. Les centaines de milliers de manifestants veulent dire quelque chose. Je regardais hier encore le conseil des ayatollahs qui, eux-mêmes, contestaient. En tout cas, ce que nous condamnons, nous, c'est les violences. Le Président LULA a eu raison de le dire. Si le Président AHMADINEJAD était si tranquille avec les résultats des élections, on se demande bien pourquoi il y a une telle répression sur les manifestants. Les Iraniens veulent être souverains chez eux, nous les comprenons, comme les Français et comme les Brésiliens. Mais les images que nous avons vues, la violence sur les manifestants sont inacceptables. Que l'on kidnappe et que l'on retienne des ressortissants français sous prétexte d'espionnage, cela personne ne peut l'accepter. Ce n'est pas bon signe tout cela.

QUESTION - Est-ce que l'on pourrait en profiter pour faire le point sur les recherches du vol AF 447. Je voulais savoir pourquoi le Brésil avait arrêté les recherches un peu avant la France ? Pourquoi les résultats des autopsies menées au Brésil n'ont pas été transmis encore au BEA et comment se passe la coopération entre les deux pays ?

M. LUIS INACIO LULA DA SILVA - D'abord, la coopération entre les deux pays fonctionne d'une façon tout à fait extraordinaire. Nous sommes en train de faire les choses de la façon la plus professionnelle possible, parce que cela n'est pas facile après plus de 20 jours d'établir les recherches de l'ADN. Il a fallu justement faire des prélèvements, des informations en France et au Brésil, et je pense que notre coopération a été exemplaire. Le Brésil s'est arrêté après plusieurs jours sans nouvelle découverte. Nous sommes donc arrivés à la conclusion qu'après 30 jours écoulés en mer en essayant de trouver des épaves et des corps, et malheureusement nous avons retrouvés 51 corps. Le travail est en train d'avoir lieu de la façon la plus professionnelle possible. Les corps des ressortissants français seront acheminés vers la France, les Brésiliens vers le Brésil, les Allemands vers l'Allemagne. Il n'y a rien à cacher. L'unique chose que nous voudrions découvrir, ce sont les boîtes noires de l'avion. Mais en fonction de la profondeur du fond marin, peut être qu'il y aura une extrême difficulté à les retrouver. C'est une région où il y a des profondeurs qui arrivent jusqu'à 4 000 m. C'est très montagneux au fond de la mer et c'est très difficile. En tout état de cause, je veux saluer le travail conjoint hors du commun du Brésil et de la France. Nous sommes restés pratiquement tout le temps où scientifiquement quand cela était possible de retrouver quelque chose.

QUESTION - Vous parlez de la crise, vous avez approfondi la question. Aujourd'hui, au Brésil, il y a le groupe du Parti des travailleurs qui va prendre une position sur la crise d'une institution démocratique. Est-ce que Monsieur le Président, vous avez parlé avec votre groupe du PT ? Est-ce que vous lui avez donné des instructions pour la position qu'il devait prendre au Sénat ?

M. LUIS INACIO LULA DA SILVA - Tout d'abord, lorsque je rentrerai au Brésil vendredi, eh bien dès lundi, j'entamerai les discussions sur cette affaire. Mais je ne vois pas de crise, je ne sais pas comment on peut qualifier de crise le simple fait qu'il y a des désaccords au sein du Sénat. Ils vont dépasser ces désaccords comme cela s'est toujours fait. Je voudrais simplement vous dire une chose, vous ne connaissez pas le pouvoir d'un sénateur, vous croyez qu'un malheureux Président de la République a des conseils à donner à un sénateur. Voyons, vous rêvez. Vous savez, le groupe du Parti des travailleurs fera de son mieux. Je suis quant à moi sûr qu'il n'y a pas de crise. Il y a effectivement des dénonciations qui devront faire l'objet d'une enquête, les résultats seront présentés à l'opinion publique.

Merci.